




**NPA**  
NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

CTL  
Renault  
Lardy

*l'étincelle*

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : [cr@convergencesrevolutionnaires.org](mailto:cr@convergencesrevolutionnaires.org)

Contact : [ecrire@npa2009.org](mailto:ecrire@npa2009.org)  
Consulter : <http://www.npa-auto-critique.org/>

Mardi 26 juin 2012

## Mettre les profiteurs à la redresse !

Depuis la fin des élections présidentielles, on assiste à une cascade de fermetures de sites, de plans de licenciements et compressions d'effectifs, sans parler des centaines de milliers de licenciements déguisés en « départs volontaires » – encore une arme législative au service des licenciés.

Malgré les mensonges de la direction de Peugeot-Citroën, la fermeture programmée du site d'Aulnay-sous-Bois qui emploie 3000 salariés (et dont dépend 10 000 emplois en Seine-Saint-Denis) n'est plus un mystère pour personne. De son côté, Air France vient d'annoncer plus de 5000 suppressions de postes, soit plus de 10 % des effectifs. La direction d'Air France prétend trouver plusieurs milliers de salariés prêts à quitter « volontairement » leur boulot sans proposition de reclassement et pour des indemnités dérisoires. On imagine ce que mettent en œuvre les patrons pour trouver des volontaires : pressions à tous les étages, conditions de travail insoutenables et management par la peur.

Face à cela, le ministre du « *redressement productif* », Arnaud Montebourg, use de la même entourloupe que les gouvernements précédents. A chaque annonce de fermeture d'entreprise, il fait miroiter aux salariés le rachat par un « repreneur », dont la mission consiste, quand la reprise est effective, à fermer la boîte un peu plus tard après avoir baissé les salaires et réduit les effectifs à coups de plans successifs. Bref, le redressement productif en question ce n'est en rien mettre les patrons licenciés à la redresse. Au contraire cela consiste surtout à leur permettre de licencier au moindre frais en faisant sous-traiter les licenciements par divers repreneurs véreux. Et c'est ainsi que perdurent leurs affaires juteuses.

### **Notre dû, pas l'aumône**

Sur les salaires comme sur les licenciements, le gouvernement n'a pas choisi le camp des salariés. Bien au contraire. Le « coup de pouce » au SMIC doit être annoncé ce mardi. Autour de 22 euros net par mois selon la presse ! Même pas la moitié d'un plein. Il est temps de rappeler à ce gouvernement que les travailleurs ne font pas la manche. C'est au bas mot 300€ nets mensuels pour tous qu'il nous faut, ne

serait-ce comme simple rattrapage, et le Smic à 1 700 € nets tout de suite.

### **Le prétexte de l'aide aux PME**

Selon le gouvernement, si l'augmentation est faible, c'est pour ne pas entamer la « compétitivité » des petites et moyennes entreprises qui n'ont pas les reins assez solides.

Mais si tel est le cas, pourquoi le gouvernement n'impose-t-il pas aux banques, à qui il a prêté des centaines de milliards à des taux défiant toute concurrence, de prêter aux mêmes taux aux PME ? Pourquoi serait-ce aux smicards, aux mères célibataires contraintes aux temps partiels, aux vendeuses de chez Camaïeu ou de H&M, aux caissières de Carrefour... de financer « l'économie réelle », comme dit Montebourg ? Ou à la Banque publique qu'il envisage de créer, non pas en prenant aux banques privées, mais en puisant sur l'impôt et l'épargne des contribuables.

Mais si le gouvernement compte bien aider les patrons, grands, moyens ou petits, le voilà déjà ce lundi réuni en « séminaire » pour, dit-il, « redresser » le budget de l'état, c'est à dire le réduire. Il affirme que pour la fin 2012 il pourrait récupérer les 7 à 10 milliards manquants par un relèvement (très limité) de l'Impôt sur la fortune ou des droits de successions. Mais pour 2013 c'est sur les services publics notamment qu'il compte faire des économies draconiennes : on parle déjà de ne plus remplacer deux fonctionnaires partant à la retraite sur trois. Pire donc que les réductions d'emplois dans la fonction publique qu'avait décidées Sarkozy (avec le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux).

**Contre les patrons qui licencient et le gouvernement aux ordres qui annonce déjà l'austérité « de gauche », il y a de quoi être en colère. Des luttes éclatent ici ou là. Mais la colère demeure, sinon rentrée, du moins cloisonnée, éparpillée. Il faudra bien qu'elle s'exprime par une lutte d'ensemble pour l'interdiction des licenciements, le partage du travail entre tous et les salaires décents.**

## **De l'argent il y en a !**

L'alliance Renault-Nissan se place en première position au Japon... pour la rémunération de son PDG : 9,92 millions d'euros, encore en hausse par rapport à l'exercice précédent. Sans compter les stock-options ni le « petit » salaire complémentaire que lui apporte son poste de PDG Renault, 2,9 millions pour 2011.

Alors lorsque en RUET on nous demande de trouver des mesures d'économie on se retient de renverser la table, quand ça vient d'un PDG qui touche l'équivalent de près de 6 siècles de SMIC pour son mi-temps japonais !

## **Disneyland-sur-Juine**

Dans plusieurs secteurs, il a été demandé de faire place nette pour la venue de journalistes à Lardy. Ils étaient là pour la présentation de la Zoé, la tortue électrique et de la Clio, la console de jeu à roulettes de 4<sup>ème</sup> génération. Mais pas question de les faire rester le soir pour admirer le fort à BRAP, et son attraction dans le vent qu'on vient de faire passer en 3x8, question de rentabiliser même les nuits.

Mais c'est vrai que ça l'aurait mal fichu, quand Renault pleure qu'il serait dans la dèche et serait contraint de réduire l'activité et les effectifs... quand il nous fait marnier la nuit.

## **Ventes record en perspective**

Dans un entretien à la Tribune daté du 8 juin, B. Cambier, directeur commercial France de Renault, a annoncé que « 2013 sera une année exceptionnelle en France, aussi bien pour la marque Renault que pour Dacia ».

On est sûr que début 2013, au moment des négociations salariales, il aura changé d'avis et arborera la mine grave de celui qui voudra qu'on se serre la ceinture. Mais nous, on n'a pas une mémoire de poisson rouge, on n'attendra pas les NAO pour réclamer notre dû !

## **Qu'ils arrêtent de nous casser les coûts...**

C. Tavares vient d'annoncer à Monaco, au congrès du magazine Automotive News Europe, que Renault confirmait l'objectif de « 3 millions de véhicules cette année » alors qu'on nous bassine en interne sur la baisse (pourtant prévue) des ventes au 1<sup>er</sup> trimestre. Dans son blog, il vient d'annoncer que l'objectif de « free cash flow » était « à portée de main » mais on ne fait que nous parler d'économies drastiques.

Ils veulent nous faire accepter la flexibilité, les AGS de misère, la réduction des moyens en faisant planer les menaces de suppression d'emplois. A nous de leur faire avaler leurs mensonges !

## **Pas d'écologie de profits**

Renault vient de dévoiler ses tarifs pour la Zoé électrique. La voiture sera plus chère que son équivalente à moteur thermique et la location mensuelle de la batterie correspond à la consommation d'un diesel. Tout cela avec une autonomie maxi de 250 km.

En fait Renault compte uniquement sur la fibre écolo des gens pour augmenter ses profits. Un pari risqué lorsque l'on sait que l'électricité consommée est en majeure partie fabriquée dans des centrales nucléaires. Pas sûr que le label « voiture nucléaire » sera tout à fait vendeur.

## **Renault classe économique**

Economie oblige, la direction vient de revoir les règles de déplacement professionnel. Mais là aussi pas question de remettre en question l'ordre hiérarchique puisque lorsqu'ils prendront le train, les cadres pourront voyager en première classe sur simple demande alors que les autres devront prendre un billet en seconde.

Des petites différences entre catégories proches qui laissent présager du gouffre entre nous et les dirigeants de Renault. En tout cas, pour la direction, la lutte des classes n'est pas un concept suranné.

## **Non aux suppressions d'emplois**

La semaine dernière, une centaine de personnes a fait grève et s'est rassemblée au Plessis-Robinson pour protester contre la suppression de 49 emplois. Il s'agit d'une nouvelle étape dans la casse de la Direction Comptable du Groupe après la mise en sous-traitance et le transfert d'activités en Roumanie et en Inde. 49 salariés verraient leur poste transféré à Orléans hors Renault SAS avec seulement 30 postes proposés en mobilité chez Renault. Et encore, des postes dont le détail n'est toujours pas connu.

Ce rassemblement ne doit être qu'une première étape. Hors de question, au Plessis comme à Lardy, d'accepter que Renault continue ses licenciements déguisés.

## **Combien vaut la gauche ?**

L'augmentation du Smic au 1er juillet (date où le Smic est révisé tous les ans) vient d'être annoncée ce mardi : 21,5 € net en plus par mois. Soit 70 centimes par jour. Cette augmentation serait supérieure à la revalorisation annuelle légale obligatoire en fonction de l'inflation (dont l'évaluation gouvernementale est inférieure à la hausse réelle de prix). Pour être précis c'est 6,45 € de plus. Le fameux « coup de pouce » promis par Hollande ! Valeur d'une promesse de gauche : 21 centimes par jour.

## **Demain soutenez le bulletin, versez à la collecte**

Demain matin, jeudi, sera organisée la collecte pour soutenir le bulletin NPA-L'Étincelle de Renault Lardy.

Vous qui appréciez ce bulletin, ses informations indiscrètes, son point de vue critique, sa combativité et son piquant, n'hésitez pas à verser aux drapeaux rouges.